

**PUBLICATION**

# TOP 100 DES LOBBIES EUROPÉENS

Jun 2024



**agir**  
POUR  
L'ENVIRONNEMENT

# SOMMAIRE

---

<b>COMMUNIQUÉ DE PRESSE</b>	p.3
<b>❶ POURQUOI CE RAPPORT</b>	p.4
<b>❷ MÉTHODOLOGIE ET LIMITES</b>	p.4
<b>❸ RÉSULTATS</b>	p.5
• Les Associations commerciales et professionnelles et les Compagnies & groupes	p.5
• Focus sur les 10 plus grandes entités de lobbying en Europe	p.8
• Analyse sectorielle	p.10
• Subventions	p.11
<b>❹ POSTURE ET DEMANDES D'AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT</b>	p.13

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

---

À l'approche des élections européennes, Agir pour l'Environnement rend public le premier « Top 100 des lobbies européens » rassemblant les principales « associations commerciales et professionnelles » et « compagnies et groupes » influençant les institutions européennes (Commission/Parlement etc). Ce « Top 100 des lobbies européens » met en évidence une débauche inouïe de moyens humains et financiers conduisant la Commission européenne et les députés européens à être exposés à un lobbying intense.

Le rapport porte sur les activités de lobbying recensées sur une période de onze mois. Les entités de lobbying n'étant pas obligées de publier leurs informations à la même date, les données couvrent une période allant de 2022 à 2023, sans jamais dépasser onze mois.

D'après les données mise à jour récemment dans le registre de transparence, **les 100 principaux lobbies européens ont dépensé entre 265 000 000 et 297 499 901 millions d'euros** afin d'influencer le processus législatif européen. Cela équivaut à une dépense moyenne de **398 936,1 euros par député**.

Les **5 715 organisations professionnelles** ont, dans leur ensemble, employé **7 621** équivalents temps plein, soit une moyenne de **10,80 lobbyistes** par député européen. En 2022, les « Associations commerciales et professionnelles » ainsi que les « Compagnies & groupes » ont dépensé plus d'un milliard d'euros dans leurs activités de lobbying.

Parmi les 100 principaux lobbies européens se trouvent European Chemical Industry Council, Bayer, Apple, Google, Méta, Shell, PlasticsEurope ou encore Exxon Mobil...

Agir pour l'Environnement plaide en faveur d'une régulation plus stricte de l'activité de lobbying pour limiter l'influence des groupes de pression sur le processus législatif européen. L'association demande l'instauration d'une limite de dépenses annuelles dédiées au lobbying afin d'encadrer plus sérieusement les activités de lobbying à l'échelon communautaire.

L'Union européenne doit renforcer la transparence entourant ces activités de l'ombre en exigeant des déclarations détaillées sur les activités de lobbying et les antécédents professionnels des lobbyistes. Les institutions européennes doivent proscrire scrupuleusement les allers-retours professionnels de certains lobbyistes entre les institutions européennes et les groupes de pression économiques.

Ces mesures sont indispensables pour rétablir la confiance largement entamée des citoyens et des citoyennes européens envers les institutions communautaires.

# 1 POURQUOI CE RAPPORT

L'article 1 du traité de l'Union européenne stipule que « Le présent traité marque une nouvelle étape dans le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe, dans laquelle les décisions sont prises dans le plus grand respect possible du principe d'ouverture et le plus près possible des citoyens ». Cette volonté est clairement manifeste dans l'initiative européenne en matière de transparence lancée en 2005, visant à éclairer le processus de prise de décision politique européenne et l'influence des acteurs extérieurs. L'une des principales préoccupations soulevées dans le premier Livre vert de la Commission européenne sur l'Initiative de transparence était l'insuffisance d'informations concernant les lobbyistes actifs au niveau de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne les ressources financières dont ils disposent. Un registre public permet à la presse, à la société civile et à l'ensemble de la communauté des lobbyistes d'examiner les contacts entre les institutions et les intérêts extérieurs. Initialement perçu comme un échec en raison de son caractère non obligatoire (seules 1 500 entités s'étaient enregistrées au cours de la première année d'opération, et même les informations publiées ne pouvaient pas être vérifiées efficacement), le registre a été réformé en 2011 et renforcé en 2016 ainsi qu'en 2021. Ces réformes reposent sur un accord inter-institutionnel entre la Commission et le Parlement visant à instaurer un registre européen de transparence obligatoire. En effet, les groupes de lobby doivent s'inscrire sur le registre pour toute demande de badge d'accès au Parlement européen et pour pouvoir accéder à certains types d'activités de représentation clés au niveau de l'Union.

## 👁️ QUI SONT LES LOBBIES ?

La Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique française définit les lobbies comme : « toutes les organisations et personnes agissant en qualité d'indépendants, quel que soit leur statut juridique, exerçant des activités de lobbying ». Le registre de transparence de l'Union Européenne inclut 13 catégories de lobbyistes :

- Institutions Académiques
- Associations et réseaux d'autorités publiques
- Compagnies & groupes
- Entités, bureaux ou réseaux établis par des pays tiers
- Cabinets d'avocats
- Organisations non-gouvernementales
- Organisations représentant les églises et les communautés religieuses
- Autres organisations, entités publiques ou mixtes
- Consultants professionnels
- Travailleurs indépendants
- Think-tank et institutions de recherche
- Associations commerciales et professionnelles
- Syndicats et associations professionnelles

Agir pour l'Environnement a entrepris une étude approfondie du registre de transparence de l'Union européenne afin d'éclairer le rôle de certains groupes de pression dans le processus législatif européen. Ce rapport soutient que, compte tenu des importantes ressources financières investies et du nombre considérable de lobbyistes présents à Bruxelles, il est impératif de réguler les activités de lobbying de l'arène politique afin de garantir la transparence et l'intégrité du processus démocratique. Dans cette étude, nous avons examiné les sommes dépensées annuellement par les principaux groupes de pression européens, le nombre d'équivalents temps plein mobilisés pour notamment influencer les parlementaires européens, ainsi que les subventions attribuées à ces entités.

## 2 MÉTHODOLOGIE ET LIMITES

Le registre de transparence met à disposition des fichiers téléchargeables sur son site web. Nous avons pu récupérer et analyser les données des 12 469 entités enregistrées comme lobby.

Dans un premier lieu nous pouvons déterminer le nombre de lobbies par catégorie comme défini plus haut :

- ◆ **Institutions Académiques** : 313
- ◆ **Associations et réseaux d'autorités publiques** : 151
- ◆ **Compagnies & groupes** : 3 172
- ◆ **Entités, bureaux ou réseaux établis par des pays tiers** : 3
- ◆ **Cabinets d'avocats** : 65
- ◆ **Organisations non-gouvernementales** : 3 481
- ◆ **Organisations représentant les églises et les communautés religieuses** : 47
- ◆ **Autres organisations, entités publiques ou mixtes** : 461
- ◆ **Consultants professionnels** : 523
- ◆ **Travailleurs indépendants** : 133
- ◆ **Think-tank et institutions de recherche** : 570
- ◆ **Associations commerciales et professionnelles** : 2 600
- ◆ **Syndicats et associations professionnelles** : 962

Nous avons décidé de nous focaliser sur les catégories « Associations commerciales et professionnelles » et « Compagnies & groupes », qui correspondent à des entités représentant « leurs propres intérêts ou l'intérêt collectif de leurs membres ». Les principales informations collectées concernant ces structures sont les montants dépensés annuellement dans leurs activités de lobbying, les subventions reçues de l'Union européenne, ainsi que le nombre d'équivalents temps plein (ETP) employés chaque année pour leurs activités de lobbying. Nous n'avons pas pu traiter certaines données notamment celles des organisations non gouvernementales, car celles-ci sont tenues de déclarer leur budget total plutôt que la somme spécifiquement dépensée chaque année pour les activités de lobbying. De plus, ces organisations sont catégorisées par le registre comme ne représentant pas des intérêts commerciaux. Nous avons donc choisi de concentrer ce rapport sur les entités mentionnées

précédemment, car elles regroupent une grande partie des structures susceptibles d'exercer une pression en vue de peser sur les décisions européennes et ainsi faire valoir un intérêt industriel ou commercial s'éloignant souvent de l'intérêt général.

Afin d'obtenir une vision plus précise, l'association Agir pour l'Environnement a procédé à une analyse sectorielle des dépenses annuelles consacrées aux activités de lobbying des « Associations commerciales et professionnelles » et des « Compagnies & groupes ». Cette analyse a été réalisée manuellement car le registre ne spécifie pas les secteurs d'activité des entités. Nous avons donc classé toutes les entités en fonction des sommes dépensées par an, puis nous avons vérifié une à une leurs secteurs d'activité afin d'établir un top 10 des secteurs suivants : énergie, chimie et technologies.

Le rapport se base sur les dernières données mises à jour par le registre de transparence, accessibles via le lien suivant :

<https://data.europa.eu/data/datasets/transparency-register?locale=en>

## 3 RÉSULTATS

### LES ASSOCIATIONS COMMERCIALES ET PROFESSIONNELLES ET LES COMPAGNIES & GROUPES

Parmi l'ensemble des « Associations commerciales et professionnelles » et des « Compagnies & groupes » représentant « leurs propres intérêts ou l'intérêt collectif de leurs membres » analysé, celles-ci ont dépensé entre **1 294 755 325 € et 965 440 000 €** (fourchettes haute et basse déclarées) dans leurs activités de lobbying des onze derniers mois recensés.

Le tableau 1 à la page suivante présente le top 100 des « Associations commerciales et professionnelles » et des « Compagnies & groupes » les plus dépensières des onze derniers mois recensés. Les dépenses de lobbying sont indiquées sous forme de fourchettes sur le registre de transparence, comme illustré dans la troisième et quatrième colonne.

**TABLEAU 1 :** Fourchette de dépense des 100 plus grandes entités de lobbying catégorisé comme « Associations commerciales et professionnelles » et des « Compagnies & groupes ».

#	Nom de l'entité	Nombre d'équivalents temps plein (ETP)	Dépense basse	Dépense haute
1	European Chemical Industry Council	47	10 000 000	10 000 000
2	Meta Platforms Ireland Limited and its various subsidiaries	15	8 000 000	8 999 999
3	Apple Inc.	6	7 000 000	7 999 999
4	Microsoft Corporation	5	7 000 000	7 999 999
5	Insurance Europe	35	6 000 000	6 499 999
6	Bayer AG	18	6 000 000	6 499 999
7	European Federation of Pharmaceutical Industries and Associations	13	5 500 000	5 999 999
8	Shell Companies	12	5 500 000	5 999 999
9	Google	8	5 500 000	5 999 999
10	BUSINESSEUROPE	30	4 000 000	4 499 999
11	Verband der Chemischen Industrie e.V.	19	4 500 000	4 499 999
12	European Banking Federation	16	4 000 000	4 499 999
13	FuelsEurope	12	4 000 000	4 499 999
14	Plastics Europe	12	4 000 000	4 499 999
15	QUALCOMM Incorporated	3	4 000 000	4 499 999
16	Association for Financial Markets in Europe	17	3 500 000	3 999 999
17	Bundesverband der Deutschen Industrie e.V.	13	3 500 000	3 999 999
18	ExxonMobil Petroleum & Chemical	6	3 500 000	3 999 999
19	Ordem dos Solicitadores e dos Agentes de Execução	1	3 500 000	3 999 999
20	Bundesverband Öffentlicher Banken Deutschlands eV	19	3 000 000	3 499 999
21	BASF SE	19	3 000 000	3 499 999
22	Verband Deutscher Maschinen- und Anlagenbau e.V.	15	3 000 000	3 499 999
23	BDEW Bundesverband der Energie- und Wasserwirtschaft e. V.	14	3 000 000	3 499 999
24	Robert Bosch GmbH	13	3 000 000	3 499 999
25	Dow Europe GmbH	6	3 000 000	3 499 999
26	Servicios para una educacion alternativa A.C.	1	3 000 000	3 499 999
27	European Transport Workers' Federation	23	2 750 000	2 999 999
28	Deutsche Industrie- und Handelskammer	16	2 750 000	2 999 999
29	Volkswagen Aktiengesellschaft	13	2 750 000	2 999 999
30	Gesamtverband der Deutschen Versicherungswirtschaft e.V.	12	2 750 000	2 999 999
31	Amazon Europe Core SARL	11	2 750 000	2 999 999
32	Siemens AG	7	2 750 000	2 999 999

<b>33</b>	TotalEnergies SE	<b>4</b>	2 750 000	2 999 999
<b>34</b>	Philip Morris International Inc.	<b>3</b>	2 750 000	2 999 999
<b>35</b>	British American Tobacco	<b>3</b>	2 750 000	2 999 999
<b>36</b>	Grupo de Ativistas em Tratamentos	<b>2</b>	2 750 000	2 999 999
<b>37</b>	RailNetEurope	<b>46</b>	2 500 000	2 749 999
<b>38</b>	Association des Constructeurs Européens d'Automobiles	<b>11</b>	2 500 000	2 749 999
<b>39</b>	Equinor ASA	<b>7</b>	2 500 000	2 749 999
<b>40</b>	YARA BELGIUM S.A.	<b>5</b>	2 500 000	2 749 999
<b>41</b>	FIWARE Foundation	<b>0</b>	2 500 000	2 749 999
<b>42</b>	Bundesverband deutscher Banken e.V.	<b>16</b>	2 250 000	2 499 999
<b>43</b>	Hydrogen Europe	<b>13</b>	2 250 000	2 499 999
<b>44</b>	Fédération Française de l'Assurance	<b>10</b>	2 250 000	2 499 999
<b>45</b>	European Fund and Asset Management Association	<b>9</b>	2 250 000	2 499 999
<b>46</b>	BP p.l.c.	<b>7</b>	2 250 000	2 499 999
<b>47</b>	JT International	<b>6</b>	2 250 000	2 499 999
<b>48</b>	Bayerische Motoren Werke Aktiengesellschaft	<b>6</b>	2 250 000	2 499 999
<b>49</b>	Malaysian Employers Federation	<b>0</b>	2 250 000	2 499 999
<b>50</b>	Organización Mundial de Ciudades y Gobiernos Locales Unidos - United Cities and Local Governments	<b>40</b>	2 000 000	2 249 999
<b>51</b>	Wirtschaftskammer Österreich	<b>16</b>	2 000 000	2 249 999
<b>52</b>	Intel Corporation	<b>13</b>	2 000 000	2 249 999
<b>53</b>	Huawei Technologies	<b>11</b>	2 000 000	2 249 999
<b>54</b>	ELECTRICITE DE FRANCE	<b>9</b>	2 000 000	2 249 999
<b>55</b>	Concawe	<b>8</b>	2 000 000	2 249 999
<b>56</b>	ENEL SpA	<b>8</b>	2 000 000	2 249 999
<b>57</b>	Deutsche Telekom	<b>7</b>	2 000 000	2 249 999
<b>58</b>	Mercedes-Benz Group AG	<b>6</b>	2 000 000	2 249 999
<b>59</b>	ENGIE	<b>6</b>	2 000 000	2 249 999
<b>60</b>	Telefonica, S.A.	<b>6</b>	2 000 000	2 249 999
<b>61</b>	Allianz SE	<b>4</b>	2 000 000	2 249 999
<b>62</b>	International Swaps and Derivatives Association	<b>4</b>	2 000 000	2 249 999
<b>63</b>	DIGITALEUROPE	<b>21</b>	1 750 000	1 999 999
<b>64</b>	Inserm Transfert	<b>20</b>	1 750 000	1 999 999
<b>65</b>	EuroCommerce	<b>14</b>	1 750 000	1 999 999
<b>66</b>	EUROPEAN TRADE UNION CONFEDERATION	<b>12</b>	1 750 000	1 999 999

<b>67</b>	European Savings and Retail Banking Group	<b>12</b>	1 750 000	1 999 999
<b>68</b>	Finance Denmark	<b>10</b>	1 750 000	1 999 999
<b>69</b>	Fédération bancaire française	<b>10</b>	1 750 000	1 999 999
<b>70</b>	Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände e.V.	<b>9</b>	1 750 000	1 999 999
<b>71</b>	Deutscher Sparkassen- und Giroverband	<b>8</b>	1 750 000	1 999 999
<b>72</b>	IBM Corporation	<b>7</b>	1 750 000	1 999 999
<b>73</b>	Associazione Bancaria Italiana	<b>7</b>	1 750 000	1 999 999
<b>74</b>	Charleroi Entrepreneurs	<b>5</b>	1 750 000	1 999 999
<b>75</b>	RWE AG	<b>4</b>	1 750 000	1 999 999
<b>76</b>	Siemens Energy AG	<b>4</b>	1 750 000	1 999 999
<b>77</b>	Novartis International AG	<b>2</b>	1 750 000	1 999 999
<b>78</b>	SANOFI	<b>2</b>	1 750 000	1 999 999
<b>79</b>	Kontomatik Sp. z o.o.	<b>0</b>	1 750 000	1 999 999
<b>80</b>	European Association of Co-operative Banks	<b>14</b>	1 500 000	1 749 999
<b>81</b>	Euroseeds	<b>12</b>	1 500 000	1 749 999
<b>82</b>	European Mortgage Federation - European Covered Bond Council	<b>11</b>	1 500 000	1 749 999
<b>83</b>	BVI Bundesverband Investment und Asset Management e.V.	<b>11</b>	1 500 000	1 749 999
<b>84</b>	Orlen S.A.	<b>10</b>	1 500 000	1 749 999
<b>85</b>	Bundesverband der Deutschen Volksbanken und Raiffeisenbanken	<b>9</b>	1 500 000	1 749 999
<b>86</b>	Ibec	<b>8</b>	1 500 000	1 749 999
<b>87</b>	European Telecommunications Network Operators' Association	<b>8</b>	1 500 000	1 749 999
<b>88</b>	DHL Group	<b>8</b>	1 500 000	1 749 999
<b>89</b>	Vereniging van de Nederlandse Pluimveeverwerkende Industrie	<b>8</b>	1 500 000	1 749 999
<b>90</b>	Vodafone Belgium SA	<b>7</b>	1 500 000	1 749 999
<b>91</b>	Nederlandse Vereniging van Banken / Dutch Banking Association	<b>7</b>	1 500 000	1 749 999
<b>92</b>	Confederation of Danish Industry	<b>6</b>	1 500 000	1 749 999
<b>93</b>	Swedish Bankers' Association	<b>4</b>	1 500 000	1 749 999
<b>94</b>	F. Hoffmann-La Roche Ltd	<b>4</b>	1 500 000	1 749 999
<b>95</b>	Cisco Systems Inc.	<b>4</b>	1 500 000	1 749 999
<b>96</b>	Deutsche Bank AG	<b>4</b>	1 500 000	1 749 999
<b>97</b>	MedTech Europe	<b>4</b>	1 500 000	1 749 999
<b>98</b>	Syngenta Crop Protection AG	<b>2</b>	1 500 000	1 749 999
<b>99</b>	Asociación Empresarial de Investigación Centro Tecnológico del Mármol, Piedra y Materiales	<b>2</b>	1 500 000	1 749 999
<b>100</b>	Център за изследване на демокрацията / Center for the Study of Democracy	<b>29</b>	1 250 000	1 499 999



À elles seules, ces 100 entités ont dépensé entre 265 000 000 et 297 499 901 millions d'euros afin d'influencer le processus législatif européen. Cela équivaut à une dépense moyenne de **398 936,1 euros par député** sur les onze derniers mois recensés.

Le nombre d'équivalents temps plein (ETP) employés pour des activités de lobbying sur onze mois par les 2153 « Associations commerciales & groupe » et les « Compagnies & groupes » s'élèvent à **7 621 ETP**, ce qui correspond à **10,8 lobbyistes** par député européen. Ce chiffre est à comparer aux 32 262 fonctionnaires travaillant pour la Commission européenne, soit un peu plus d'un lobbyiste pour 4 fonctionnaires.



## FOCUS SUR LES 10 PLUS GRANDES ENTITÉS DE LOBBYING EN EUROPE

- ▶ **Cefic, le Conseil européen de l'industrie chimique**, fondé en 1972, est le forum des grandes, moyennes et petites entreprises chimiques à travers l'Europe. Il emploie indirectement 1,2 million de personnes et représente environ 14% de la production chimique mondiale. Son siège social est basé à Bruxelles.
- ▶ **Meta Platforms** est une multinationale américaine fondée en 2004, employant environ 76 000 individus. Son chiffre d'affaires en 2023 s'est élevé à 134 milliards d'euros, pour un bénéfice de 39 milliards d'euros. Son siège social est situé à Dublin, en Irlande.
- ▶ **Apple Inc.** est une société multinationale américaine qui commercialise des produits électroniques. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 383,97 milliards d'euros en 2023, pour un bénéfice de 96,995 milliards d'euros. Elle emploie 163 000 salariés dans le monde.
- ▶ **Microsoft Corporation** est une multinationale informatique américaine, fondée en 1975. Son chiffre d'affaires en 2012 s'élevait à 212 milliards de dollars et son bénéfice à 72,4 milliards de dollars. Microsoft employait près de 200 000 salariés dans le monde en 2023. Son siège social est situé à Seattle, aux États-Unis.

- ▶ **Insurance Europe** est la fédération européenne de l'assurance. Elle regroupe actuellement 37 associations nationales de sociétés d'assurance, dont la FFA, représentant environ 3 200 compagnies européennes d'assurance et de réassurance. Son siège social est à Bruxelles en Belgique.
- ▶ **Bayer A.G.** est une société pharmaceutique et agrochimique allemande fondée en 1863, dont le siège social se trouve à Leverkusen, en Allemagne. En 2023, Bayer a réalisé un chiffre d'affaires de 48 milliards d'euros et un bénéfice net de 2,9 milliards d'euros. Elle emploie 96 931 personnes dans le monde.
- ▶ **La Fédération européenne des industries pharmaceutiques et des associations**, fondée en 1978 et basée à Bruxelles, est une organisation professionnelle représentant les associations nationales et les entreprises pharmaceutiques en Europe.
- ▶ **Shell** est une compagnie pétrolière anglo-néerlandaise. En 2019, Shell est classé au 5<sup>ème</sup> rang des entreprises mondiales avec un chiffre d'affaires de 396,5 milliards de dollars US, et second groupe pétrolier au monde. Elle employait 82 000 salariés en 2021. Son siège social est à Londres, au Royaume-Uni.
- ▶ **Google** est une entreprise américaine de services technologiques. Son chiffre d'affaires en 2023 s'élevait à 307,4 milliards d'euros et son bénéfice à 73,8 milliards d'euros. Google employait 182 502 salariés en 2023 dans le monde. Son siège social se situe en Californie, aux États-Unis.
- ▶ **BusinessEurope** est une association patronale européenne et un groupe de pression défendant les intérêts des employeurs du secteur privé auprès de l'Union européenne. Son siège social est à Bruxelles, en Belgique.

## ➔ ANALYSE SECTORIELLE

Dans un second temps nous avons effectué une analyse par secteur d'activité des Associations commerciales et professionnelles et des Compagnies & groupes. Nous avons déterminé les catégories suivantes : énergie, chimie, technologies, finance, assurance, industrie, automobile, pharmaceutique, agro-industrie

Ci-dessous sont présentés les résultats pour les catégories énergie / chimie / technologies, qui ont été mises en valeur en raison de leur rôle **avéré ou présumé** dans le changement climatique.

**TABLEAU 2 :** Les 10 plus grandes organisations de lobbying du secteur de l'énergie.

Nom de l'entité	Nombre d'ETP	Dépense basse	Dépense haute
Shell Companies	12	5 500 000	5 999 999
FuelsEurope	12	4 000 000	4 499 999
ExxonMobil Petroleum & Chemical	5,5	3 500 000	3 999 999
BDEW Bundesverband der Energie- und Wasserwirtschaft e. V.	13,75	3 000 000	3 499 999
TotalEnergies SE	4,25	2 750 000	2 999 999
Equinor ASA	7,25	2 500 000	2 749 999
BP p.l.c.	6,75	2 250 000	2 499 999
Hydrogen Europe	13,25	2 250 000	2 499 999
Électricité de France	8,75	2 000 000	2 249 999
ENEL SpA	8,25	2 000 000	2 249 999

➔ Le tableau 2 montre que les 10 plus grands lobbies de l'énergie ont dépensé entre 29 750 000 et 33 249 990 euros et employé 91,75 ETP dans des activités de lobbying sur les onze derniers mois recensés.

**TABLEAU 3 :** Les 10 plus grandes organisations de lobbying du secteur de la chimie

Nom de l'entité	Nombre d'ETP	Dépense basse	Dépense haute
European Chemical Industry Council	47,25	10 000 000	10 000 000
Verband der Chemischen Industrie e.V.	19,25	4 500 000	4 999 999
Plastics Europe	11,5	4 000 000	4 499 999
BASF SE	19	3 000 000	3 499 999
Dow Europe GmbH	5,5	3 000 000	3 499 999
Bristol-Myers Squibb Company	4,25	1 000 000	1 249 999
Merck	2,25	1 000 000	1 249 999
INEOS AG	12,25	900 000	999 999
Covestro AG	3	900 000	999 999
The Chemours Company	1,25	900 000	999 999

➔ Le tableau 3 montre que les 10 plus grands lobbies de la chimie ont dépensé entre 29 200 000 et 31 999 991 euros et employé 125,5 ETP dans des activités de lobbying sur les onze derniers mois recensés.

**TABLEAU 4 :** Les 10 plus grandes organisations de lobbying du secteur des technologies.

Nom de l'entité	Nombre d'ETP	Dépense basse	Dépense haute
Meta Platforms Ireland Limited and its various subsidiaries	15,25	8 000 000	8 999 999
Apple Inc.	5,5	7 000 000	7 999 999
Microsoft Corporation	5,25	7 000 000	7 999 999
Google	8	5 500 000	5 999 999
QUALCOMM Incorporated	2,75	4 000 000	4 499 999
Amazon Europe Core SARL	11	2 750 000	2 999 999
Huawei Technologies	11	2 000 000	2 249 999
Intel Corporation	12,5	2 000 000	2 249 999
IBM Corporation	7,25	1 750 000	1 999 999
DIGITALEUROPE	20,75	1 750 000	1 999 999

➔ Le tableau 4 montre que les 10 plus grands lobbies du secteur des technologies ont dépensé entre 41 750 000 et 46 999 999 euros et employé 125,5 ETP dans des activités de lobbying sur les onze derniers mois recensés.

## ➔ SUBVENTIONS

Nous avons également analysé les subventions octroyées aux entités participant à des activités de lobbying au sein de l'Union Européenne. En filtrant les 100 entités recevant le plus de subventions, nous en avons identifié 29 qui correspondent à des « Associations commerciales et professionnelles » ainsi qu'à des « Compagnies & groupes » et qui promeuvent « leurs propres intérêts ou les intérêts collectifs de leurs membres ». Parmi ces 29 entités, plusieurs ont été reconnues comme responsables,

de manière directe ou indirecte, de la dégradation de l'environnement ou de l'accentuation du réchauffement climatique.

Ainsi, GAZ-SYSTEM S.A et General Electric Company, ont respectivement reçu 287 610 085 et 169 593 453 d'euros.

Safran et TotalEnergies ont reçu respectivement 39 000 000 et 57 970 000 euros en subventions de la part de l'Union Européenne.

**TABLEAU 5 :** Les 29 « Associations commerciales et professionnelles » ainsi que les « Compagnies & groupes » recevant le plus de subventions de la part de l'Union Européenne.

Nom de l'entité	Subvention reçue
Etn Fr Colruyt	704 233 968
GAZ-SYSTEM S.A.	287 610 085
General Electric Company	169 593 453
Infraestruturas de Portugal S.A.	149 713 487
Deutsche Bahn AG	146 797 992
Eurochamp SAT 9963	128 643 063
KIC InnoEnergy SE	88 100 000
Eutelsat	85 360 644
BULGARTRANGAZ	77 910 018
AGROFERT, a.s.	77 069 000
Société nationale SNCF	74 984 882
TotalEnergies SE	57 970 000
THALES	54 640 000
EIT Food ivzw	46 076 368
N.V. Nederlandse Gasunie	45 750 000
Essity Aktiebolag (publ)	43 772 000
SAFRAN	39 000 000
InoBat Auto j.s.a.	38 000 000
Polskie Sieci Elektroenergetyczne S.A.	37 523 542
NAVANTIA	34 686 938
Solar Foods Oy	34 000 000
Indra	30 000 000
IBM Corporation	25 950 000
Leonardo S.p.A.	24 484 000
ACCIONA, S.A.	22 229 731
Fingrid Oyj	21 325 342
50Hertz Transmission GmbH	21 161 532
Proximus SA de droit public	19 330 000
TenneT Holding B.V.	17 584 753

## 4 POSTURE ET DEMANDES D'AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT

Dans ce rapport, Agir pour l'environnement met en lumière le lourd investissement en temps, en argent et en ressources humaines que réalisent les entités « Associations commerciales et professionnelles » ainsi que les « Compagnies & groupes », représentant leurs propres intérêts économiques, dans le but d'influencer le processus législatif européen.

Bien qu'il soit crucial de maintenir un dialogue entre les institutions européennes et les groupes de pression pour offrir un canal d'expression aux citoyens, aux associations, à la société civile et aux intérêts privés, il est impératif de distinguer l'action des ONG qui œuvrent à l'intérêt général et les groupes industriels qui souvent pèsent sur les décisions européennes.

Les 100 groupes de lobbying catégorisé comme « Associations commerciales » et « Compagnies et groupes » les plus dépensiers ont consacré en moyenne **398 936,1 euros par député**.

L'ensemble des « Associations commerciales » et professionnelles et des « Compagnies et groupes » ont employé 7621 équivalents temps plein, soit une moyenne de **10,8 lobbyistes** par député européen. Au total, les « Associations commerciales et professionnelles » ainsi que les « Compagnies et groupes » ont dépensé en moyenne **1 130 097 661 euros** dans leurs activités de lobbying des onze derniers mois recensés.

Un exemple concret en France est celui de TotalEnergies SE, qui a dépensé entre 2 750 000 et 2 999 999 d'euros par an dans des activités de lobbying. Le groupe a également reçu 57 970 000 euros de subvention de la part de l'Union Européenne. Pourtant, TotalEnergies SA est impliqué dans de nombreux litiges pour ses activités considérées comme contribuant au changement climatique. Par exemple, le projet pétrolier Eacop-Tilenga, comprenant le forage « Tilenga » en Ouganda et l'oléoduc EACOP traversant la Tanzanie, est la cible d'une action en justice devant le tribunal judiciaire de Paris, accusant les projets de violations des droits humains, d'expropriations abusives et

de dommages environnementaux. De plus, en mars 2022, trois organisations non gouvernementales, Greenpeace France, les Amis de la Terre France et Notre Affaire à Tous, ont intenté une action en justice contre TotalEnergies pour des pratiques commerciales trompeuses. Elles remettent en question l'engagement de TotalEnergies à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et la présentation du gaz comme une source d'énergie fossile propre.

**Agir pour l'Environnement demande une régulation plus contraignante pour limiter l'influence des groupes de pression sur le processus législatif européen.** Par exemple, l'instauration d'une limite de dépenses annuelles consacrées au lobbying pourrait permettre d'équilibrer le rapport de force entre les organisations non gouvernementales et les « Associations commerciales et professionnelles » ainsi que les « Compagnies & groupes ». Ces derniers ont tendance à disposer de ressources beaucoup plus importantes pour promouvoir leurs visions du monde et leurs intérêts, souvent en contradiction avec les ambitions écologiques et climatiques.

Il est également essentiel que les groupes de pression soient tenus de fournir des informations financières plus détaillées. Aux États-Unis, les entités de lobbying doivent présenter des rapports trimestriels comprenant des détails sur les revenus obtenus pour leurs activités de lobbying ainsi que sur toutes les dépenses engagées si l'entité fait du lobbying pour son propre compte. De plus, elles doivent soumettre des rapports semestriels révélant toutes les contributions financières versées aux candidats fédéraux, aux titulaires de charges, aux comités d'action politique des leaders, aux comités de parti politique, aux fonctionnaires des branches législatives et aux comités d'investiture présidentielle. En revanche, en Europe, les groupes de pression ne sont tenus de soumettre qu'un seul rapport annuel qui donne une estimation des coûts annuels de leurs activités de lobbying, leur principale source de financement et toutes les donations dépassant 10% de leur budget.

De plus, l'UE impose des exigences d'inscription moins strictes que le Canada et les États-Unis dans la transparence d'information des employés des groupes de lobbying. Au Canada et aux États-Unis, chaque lobbyiste est répertorié avec des détails sur les institutions et les sujets qu'il a influencé, ainsi que sur tout financement gouvernemental reçu. De plus, ils doivent préciser si leurs lobbyistes sont des

« revolvers », ayant fait la transition du secteur public au privé, et fournir des détails sur leur emploi antérieur le cas échéant. En revanche, l'UE demande uniquement le nom d'une personne responsable de l'entité de lobbying, sans détails sur les employés individuels. Cette lacune réduit la responsabilité des lobbyistes dans le système de lobbying de l'UE et peut encourager les pratiques abusives. L'Union européenne doit renforcer la transparence entourant ces activités de l'ombre en exigeant des déclarations détaillées sur les activités de lobbying et les antécédents professionnels des lobbyistes. Les institutions européennes doivent proscrire scrupuleusement les allers-retours professionnels de certains lobbyistes entre les institutions européennes et les groupes de pression économiques.

Il est urgent de développer un mécanisme supervisant la mise en application de ces nouvelles réglementations. L'UE doit se doter d'un organisme de surveillance indépendant pour sa réglementation du lobbying, car les objectifs des réglementations sur le lobbying ne correspondent pas toujours aux intérêts privés des fonctionnaires. De plus, lorsqu'un cas de non-conformité

est détecté, les sanctions appliquées doivent être plus sévères. Les seules sanctions menaçant les entités de lobbying qui ne respectent pas les réglementations de l'UE sont leur exclusion du registre de transparence pour une période de 20 jours à 2 ans. Ces sanctions limitées peuvent expliquer que des organisations de surveillance ont identifié de nombreux cas d'entités de lobbying ne faisant l'objet d'aucune sanction pour la sous-déclaration des dépenses de lobbying annuelles et le manque de divulgation d'informations concernant les acteurs ou les sources de financement des lobbies. Aux États-Unis, les sanctions possibles impliquent une amende pouvant aller jusqu'à 200 000 \$ ou une peine de prison pouvant aller jusqu'à 5 ans. Des sanctions importantes sont un moyen incontournable d'inciter à la conformité avec les réglementations sur le lobbying. Par conséquent, l'UE devrait adopter des sanctions plus sévères en cas de non-conformité avec ses règles de lobbying et accorder plus d'attention à leur application effective en cas de violations.

## LISTE DES DEMANDES

---

- **Instaurer une limite de dépenses annuelles** consacrées aux activités de lobbying.
- Mettre en place **une plus grande transparence de l'activité financière**.
- Imposer une plus **grande transparence sur les employés** des entités de lobbying.
- **Proscrire scrupuleusement les allers-retours professionnels** de certains lobbyistes entre les institutions européennes et les groupes de pression économiques.
- Doter l'UE d'un **organisme de surveillance indépendant** pour sa réglementation du lobbying.
- **Sanctionner de façon plus importantes les dérives** des entités de lobbying.





## **AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT, ASSOCIATION DE MOBILISATION CITOYENNE**


---

Agir pour l'Environnement est une association de **mobilisation citoyenne pour une planète vivable** de plus de 20 000 adhérents. L'association fait pression sur les responsables politiques et décideurs économiques en menant des campagnes de mobilisation citoyenne réunissant un réseau d'associations et de citoyens le plus large possible.

Agir pour l'Environnement est une association financièrement indépendante, elle n'accepte aucune subvention ni publique ni privée et aucun don des entreprises.

 11 rue du Cher - 75020 Paris

 + 33 1 40 31 02 37

 [contact@agirpourenvironnement.org](mailto:contact@agirpourenvironnement.org)

 [agirpourenvironnement.org](http://agirpourenvironnement.org)

### **CONTACTS PRESSE**

#### **Stéphen Kerckhove**

*Directeur général  
d'Agir pour l'Environnement*

Tél. 06 06 88 52 66

#### **Oliver Charles**

*Animateur des campagnes  
Énergie, Climat, Transport*

Tél. 06 86 45 51 13